

BAPTISTE HURNI

NEWSLETTER

SESSION HIVER

18 DECEMBRE 2025

Cette session parlementaire d'hiver s'achève, et avec elle, l'année 2025. Avant de vous souhaiter mes meilleurs vœux pour 2026 ainsi qu'un joyeux Noël, voici un résumé des points forts de cette session.

BUDGET 2026 : DES COUPES INUTILES MALGRÉ DES FINANCES SOLIDES

Le budget 2026 a été le gros morceau de cette session parlementaire. Présenté par le Conseil fédéral en début de session, il était financièrement équilibré, reflet de la bonne santé des finances de la Confédération.

L'an dernier déjà, il avait fallu, contre mon gré, procéder à des coupes pour financer une augmentation massive du budget de l'armée. Pour 2026, ces hausses étaient déjà prévues. Malgré cela, la droite a choisi d'imposer de nouvelles coupes inutiles, dont le seul objectif est de restreindre l'action de l'État et sa capacité à agir.

Parmi ces décisions figurent notamment la suppression du financement de la ligne de train de nuit Bâle–Malmö, alors qu'une réduction à 6,5 millions de francs aurait permis sa mise en service dès le printemps prochain, ainsi qu'une coupe de 130 millions dans l'aide sociale destinée aux requérant.e.s d'asile et aux réfugié.e.s.

Heureusement, la gauche a réussi à empêcher certaines atteintes majeures, notamment le maintien des fonds alloués à la coopération internationale ainsi que ceux destinés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.



L'INDUSTRIE DE L'ARC JURASSIEN A BESOIN D'ÊTRE PROTÉGÉE

Cette session m'a donné l'occasion d'interagir avec le Conseil fédéral sur un sujet qui me tient particulièrement à cœur : l'avenir de l'industrie de l'Arc jurassien.

L'industrie représente une part essentielle de notre économie : près d'un quart du PIB suisse, des dizaines de milliers d'emplois, et un savoir-faire unique. Elle est stratégique pour nos revenus, notre souveraineté et notre stabilité dans un contexte international agité.

Si le Parlement a accepté, lors de la dernière session, de prolonger l'indemnisation RHT, ce pas en avant reste insuffisant. Les crises répétées qui touchent l'Arc jurassien montrent qu'il faut désormais des mesures durables, et non plus seulement conjoncturelles.

Aujourd'hui, il est urgent de mettre en place une véritable politique industrielle fédérale, efficace et ciblée. Cela implique :

De nouveaux outils d'aide adaptés au contexte économique actuel.

Un débat sans tabou sur l'appréciation du franc et le rôle de la BNS, dont le mandat est de servir les intérêts généraux du pays.

Une attention particulière quant à l'attribution des marchés publics pour les entreprises suisses, un enjeu stratégique pour nos entreprises.

PROGRAMME D'ALLÈGEMENTS 2027-2030 DU CONSEIL FÉDÉRAL : INUTILE ET IDÉOLOGIQUE

Les discussions autour du plan d'économies 2027 du Conseil fédéral ont conduit à des coupes aveugles, incohérentes et injustes, au terme de séances longues et éprouvantes. Pour ma part, je suis profondément attaché à des finances publiques saines. Mais ces mesures ne répondent en rien à cette exigence.

Car, au risque de me répéter, comme déjà pour 2026, les comptes de la Confédération sont équilibrés. La dette est faible, parmi les plus basses de l'OCDE. Le frein à l'endettement fonctionne. Rien ne justifie un programme d'économies structurelles aussi massif.

Au-delà de l'aspect financier, ce programme pose un problème politique majeur. 90 % des mesures portent sur les dépenses, presque rien sur les recettes. Certaines hausses sont déclarées intouchables, notamment pour l'armée, tandis que l'on coupe dans la formation,

la recherche, la coopération internationale ou les politiques climatiques. Le camp bourgeois ne fait pas preuve ni de rigueur ni de pragmatisme, mais mène bel et bien une attaque politique et idéologique contre les missions de l'État. Avec ces décisions, la Suisse s'affaiblit inutilement en procédant à des coupes aveugles alors que ses finances sont stables. Au final, ce catalogue d'économies épargne les plus forts et frappe les plus faibles, celles et ceux qui n'ont pas de lobbies puissants pour faire entendre leur voix.

ATTENTION À L'INITIATIVE DE L'UDC « PAS DE SUISSE À 10 MILLIONS »

Cette initiative ne répond en rien aux défis réels auxquels la Suisse est confrontée. L'immigration a toujours contribué à la prospérité de notre pays et demeure indispensable au bon fonctionnement de notre économie et de nos services publics. Par ailleurs, il n'existe pas de problème de surpopulation à l'échelle nationale. La clé réside plutôt dans une meilleure répartition de la croissance sur l'ensemble du territoire, en commençant par les régions périphériques, comme l'Arc jurassien.

En fixant un plafond arbitraire à la population, ce texte mettrait en danger nos accords bilatéraux avec l'Union européenne, fragiliserait notre marché du travail et conduirait à une mise à l'écart de la Suisse sur la scène internationale. Il entraînerait également un durcissement de la politique d'asile, au moment même où de plus en plus de personnes fuient les guerres et les dérèglements climatiques.

Nous devons continuer à défendre une Suisse ouverte, solidaire et prospère, capable d'apporter des réponses responsables aux enjeux démographiques et sociaux, et non une Suisse repliée sur elle-même.



A la fin de cette session marathon l'on peut dire deux choses, celles et ceux qui peignent le diable sur la muraille financière sont majoritaires, mais leur nombre ne cesse de diminuer. De bonne augure pour 2026.